Communiqué à M.
Overgemaakt aan de H.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement, le 8 décembre 1982, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "instituant un régime de subvention des organisations non-gouvernementales pour des activités de formation, en Belgique, de ressortissants de pays en voie de développement", a donné le 22 février 1983 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, de 8e december 1982 door de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking verzocht haar van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende een stelsel voor betoelaging van niet-gouvernementele organisaties voor de opleidingsactiviteiten in België van de onderhorigen van de ontwikkelingslanden", heeft de 22e februari 1983 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

Dispositif.

Article 1er.

Afin de réparer une inadvertance, il convient d'écrire dans le texte français, comme dans le texte néerlandais, "aux organisations non-gouvernementales belges".

Dans le texte néerlandaise, il y a lieu de remplacer "onderhavig besluit" par "dit besluit", "die de ... onder zijn bevoegdheid heeft" par "tot wiens bevoegdheid de ... behoort", "onderhorigen" par "onderdanen" (également dans les autres dispositions) et "kredieten van de begroting" par "begrotingskredieten".

Article 2.

Il convient d'écrire "doivent en faire la demande écrite au Ministre".

Article 3.

L'article énumère les conditions auxquelles une organisation non-gouvernementale doit satisfaire pour être agréée.

Il ressort des indications données au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, le 1° signifie que l'organisation doit être constituée sous la forme d'une association sans but lucratif. Cette précision doit être inscrite dans le texte même.

Le 3° contient, dans une même phrase, deux conditions de nature différente, puisque l'une concerne l'objet social et l'autre l'activité de l'association. Il conviendrait d'énoncer séparément ces deux conditions.

/

Au 4°, la condition de "ne pas être liées à des entreprises financières, commerciales, bancaires ou industrielles" signifie, selon les indications fournies au Conseil d'Etat, que l'agrément ne peut être donné à une association qui, en réalité, servirait les intérêts d'entreprises financières, commerciales, bancaires ou industrielles. Pour exprimer cette idée avec plus de précision, il serait préférable de recourir à la formule utilisée à l'article 4, 4, de l'arrêté royal du 21 octobre 1980 portant réglementation de l'agréation et de la subsidiation des organisations non-gouvernementales pour les activités en matière de coopération au développement.

Sur la base de ces observations et d'améliorations de forme qui ne nécessitent pas de commentaires particuliers, le texte suivant est proposé pour l'ensemble de l'article :

"Article 3.-

Pour être agréée, une organisation doit remplir les conditions suivantes à la date de sa demande :

1° être constituée sous la forme d'une association sans but lucratif, conformément à la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique;

2° avoir la coopération au développement pour objet principal;

3° avoir un conseil d'administration composé en majorité de personnes de nationalité belge;

4° participer à la formation, en Belgique, de ressortissants de pays en voie de développement;

5° ne pas être liée aux intérêts d'entreprises financières, commerciales, bancaires ou industrielles".

.../...

Article 4.

1. L'article 2 de l'arrêté royal du 28 avril 1978 organisant le régime des bourses d'études et de stage, en Belgique, au bénéfice de ressortissants de pays en voie de développement, ne définit pas, à proprement parler, les études ou le stage.

Par ailleurs, il est déconseillé de faire référence à un arrêté royal dont l'application exclut celle de l'arrêté royal en projet (voyez l'article 7, § 1er, a, de ce dernier arrêté).

Enfin, il ressort des références faites par l'article 8 du projet au même arrêté de 1978, ainsi que de l'annexe, que les aides matérielles concernent non seulement le séjour en Belgique, mais aussi les voyages et les transports de bagages.

2. L'expression "pays en voie de développement" n'est pas définie. Toutefois l'article 7, § 1er, du projet précise que les pays en voie de développement doivent être reconnus par la Belgique.

D'une part, il existe une liste des pays en voie de développement qui a été publiée par le Moniteur belge du 4 mars 1976.

D'autre part, un tableau des pays en voie de développement pris en considération pour l'application de l'article 27 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, est annexé à l'arrêté royal du 10 août 1981. Selon le délégué du ministre, c'est ce tableau qui est visé par l'arrêté en projet.

L'article 4 devrait être complété à cet égard.

.../...

3. L'arrêté royal du 28 avril 1978, dont il y a lieu de transposer l'article 2 dans le projet plutôt que d'y faire référence, exige que la formation, dont la bourse est destinée à couvrir les frais, soit poursuivie au sein d'un établissement "reconnu" d'enseignement de plein exercice. Appliqué à l'enseignement et non aux diplômes, l'adjectif "reconnu" a, dans la législation en matière d'enseignement, un sens technique et limité qui ne correspond certainement pas aux intentions du Gouvernement. Mieux vaudrait donc recourir à la formule utilisée à l'article 2 de la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études et viser les établissements d'enseignement de plein exercice"organisés, subventionnés ou reconnus par l'Etat".

La même observation vaut pour les articles 7 et 12.

Le texte suivant est proposé :

"Article 4.-

Est considérée comme participant à la formation en Belgique de ressortissants de pays en voie de développement, l'organisation non-gouvernementale qui accorde des aides matérielles à ces ressortissants pour leur permettre de séjourner en Belgique et d'y recevoir une formation. Celle-ci doit être poursuivie au sein d'un établissement d'enseignement de plein exercice organisé, subventionné ou reconnu par l'Etat s'il s'agit d'un étudiant, ou être relative à une pratique professionnelle s'il s'agit d'un stagiaire.

Les pays en voie de développement sont,pour l'application du présent arrêté, ceux qu'énumère l'annexe de l'arrêté royal du 10 août 1981 fixant les critères de subventions de la formation universitaire en Belgique, à partir de l'année académique 1981-1982,pour les ressortissants des pays en voie de développement".

.../...

Article 5.

Il est préférable d'écrire dans le texte français : "les conditions déterminées par le présent arrêté".

Article 6.

L'article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 6.-

La subvention ne peut dépasser soit un montant mensuel de 15.000 fr. par étudiant, soit un montant hebdomadaire de 4.000 fr. par stagiaire.

Elle ne couvre que les périodes de formation effective en Belgique.

Toutefois, elle peut couvrir les périodes de vacances des étudiants.

Le Ministre peut adapter une fois l'an à l'évolution de l'indice des prix à la consommation les montants visés à l'alinéa 1er

.../...

Article 7.

Le paragraphe 1er fait référence aux "pays en voie de développement reconnus par la Belgique". Une observation a été formulée à ce sujet lors de l'examen de l'article 4 et le texte proposé pour cet article permet de ne pas répéter la définition qui s'y trouve.

Le paragraphe 2, alinéa 2, est rédigé comme suit :

> "Il (c'est-à-dire le Ministre) fixe les autres conditions et modalités auxquelles l'octroi d'une subvention est subordonnée".

Selon le fonctionnaire délégué, les "autres conditions" que le Ministre peut fixer ne peuvent se rapporter qu'aux ressortissants des pays en voie de développement et non aux organisations non-gouvernementales proprement dites. En d'autres termes, le Ministre ne peut qu'ajouter de nouvelles conditions à celles qui sont énumérées à l'article 7, § 1er,de l'arrêté en projet. Le texte doit être précisé sur ce point.

Quant à la référence aux modalités d'octroi des subventions, le fonctionnaire délégué est d'avis qu'il convient de l'omettre du texte.

Le texte suivant est proposé :

"Article 7.-

La subvention doit être utilisée à couvrir des dépenses que l'organisation non-gouvernementale a effectuées en vue de la formation en Belgique de ressortissants de pays en voie de développement.

.../...

Ces ressortissants doivent remplir les conditions suivantes :

a) ne bénéficier d'aucune autre bourse;

b) ne pas avoir été exclus d'un programme belge de bourses;

c) être régulièrement inscrits comme étudiants dans un établissement d'enseignement de plein exercice organisé, subventionné ou reconnu par l'Etat, ou posséder les aptitudes requises pour entreprendre efficacement le stage de pratique professionnelle envisagé;

d) ne pas disposer de moyens suffisants pour assumer les frais de la formation, grâce, soit à des ressources personnelles ou familiales, soit à l'intervention d'un employeur;

e) être dans l'impossibilité d'acquérir cette formation dans leur pays d'origine soit que celle-ci n'y existe pas, soit que des raisons politiques leur en interdisent l'accès;

f) s'engager à retourner dans leur pays d'origine au terme de la formation ou, en cas d'empêchement, dans un autre pays en voie de développement.

Le Ministre détermine les disciplines et les niveaux des études et des stages pour lesquels une subvention peut être octroyée.

Il peut ajouter d'autres conditions à celles que l'alinéa 2 énumère".

Article 8.

Cet article, ainsi que l'annexe de l'arrêté en projet, contiennent une référence à plusieurs articles de l'arrêté royal du 28 avril 1978 organisant le régime des bourses d'études et de stage, en Belgique, au bénéfice de ressortissants de pays en voie de développement.

Comme il a été dit, il est peu recommandé de faire référence à certaines dispositions d'un arrêté dont l'application est, pour le reste, expressément exclue.

Les références aux articles de l'arrêté de 1978 suscitent, au surplus, des difficultés d'interprétation. Ainsi, faut-il considérer que la référence à l'article 5 de l'arrêté de 1978 couvre également le paragraphe 4 de cet article, qui énonce que l'allocation"n'est due pour le mois d'arrivée et pour celui du départ, que pour autant que le boursier ait séjourné au moins deux semaines en Belgique durant ce mois" ?

En conséquence, il convient d'introduire dans l'arrêté en projet la substance des seules dispositions pertinentes de l'arrêté de 1978.

Article 9.

Le texte suivant est proposé :

"Article 9.-

Pour pouvoir bénéficier de la subvention, l'organisation non-gouvernementale doit en adresser la demande écrite au Ministre, au plus tard le 30 septembre de l'année qui précède celle au cours de laquelle la subvention doit être utilisée".

Article 10.

Le texte suivant est proposé :

"Article 10.-

Le Ministre statue sur les demandes visées à l'article 9 au cours du dernier trimestre de l'année qui précède celle au cours de laquelle la subvention doit être utilisée".

Article 11.

Dans le texte néerlandais, il faut écrire : "... die het voordeel van een toekenningsbeslissing genieten", au lieu de: "... die genoten van een toekenningsbeslissing".

Article 12.

Le texte suivant est proposé :

"Article 12.-

Pour justifier l'utilisation de la subvention, l'organisation doit produire :

a) la preuve que le bénéficiaire des dépenses a la qualité d'étudiant régulièrement inscrit dans un établissement d'enseignement de plein exercice organisé, subventionné ou reconnu par l'Etat, ou la qualité de stagiaire;

b) le programme suivi par le stagiaire et le rapport individuel de stage;

c) un bordereau récapitulatif des dépenses, conforme, selon le cas, à l'un ou à l'autre des modèles annexés au présent arrêté.

L'administration peut, en outre, demander une justification des dépenses énumérées au bordereau".

+

L'intitulé "Dispositions finales", placé avant l'article 13, est inutile et peut être omis. S'il était maintenu, il faudrait écrire en néerlandais "Slotbepalingen" et non "Eindbeschikkingen".

Annexes.

Les lettres qui figurent en tête des colonnes représentent des noms d'étudiants ou de stagiaires. Ceci devrait être plus clairement exprimé, ne serait-ce que par une note en forme de commentaire de chaque annexe.

Les références à l'arrêté royal du 28 avril 1978 doivent être omises.

En regard de chaque annexe devrait figurer la mention : "Vu pour être annexé à Notre arrêté du ...", avec les signatures des Ministres.

OBSERVATIONS FINALES.

1. Certains articles emploient l'expression "organisation non-gouvernementale" tantôt au pluriel, tantôt au singulier. Il est recommandé d'adopter le singulier de manière uniforme.

2. Tous les verbes doivent être conjugués au présent de l'indicatif.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

Om een onachtzaamheid te herstellen schrijve men in de Franse tekst, zoals in de Nederlandse, "aux organisations non-gouvernementales belges".

In de Nederlandse tekst vervange men "onderhavig besluit" door "dit besluit", "die de ... onder zijn bevoegdheid heeft" door "tot wiens bevoegdheid de ... behoort", "onderhorigen" door "onderdanen" (ook in de overige bepalingen) en "kredieten van de begroting" door "begrotingskredieten".

Artikel 2.

Er zou beter worden geschreven : "dienen dat schriftelijk aan te vragen bij de Minister".

Artikel 3.

Het artikel somt de voorwaarden op waaraan een niet-gouvernementele organisatie moet voldoen om erkend te worden.

Uit de aan de Raad van State verstrekte inlichtingen blijkt dat de bepaling onder 1° volgens de bedoeling van de Regering betekent dat de organisatie opgericht moet zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk. Die verduidelijking dient in de tekst zelf te worden gegeven.

.../...

De tekst onder 3° bevat in één zelfde zin twee voorwaarden van verschillende aard, aangezien de ene het maatschappelijk doel van de vereniging betreft en de andere haar werkzaamheden. Die twee voorwaarden zouden afzonderlijk vermeld moeten worden.

In 4°, betekent de voorwaarde "niet verbonden zijn met financiële, handels-, bank- of industriële instellingen" volgens aan de Raad van State verstrekte inlichtingen dat een vereniging die in werkelijkheid de belangen van financiële, commerciële, industriële of bankinstellingen zou dienen, niet erkend kan worden. Om die gedachte nauwkeuriger te verwoorden verdient het aanbeveling de formulering te gebruiken van artikel 4, 4, van het koninklijk besluit van 21 oktober 1980 tot regeling van de erkenning en de subsidiëring van niet-gouvernementele organisaties voor activiteiten inzake ontwikkelingssamenwerking.

Op grond van deze opmerkingen en mede met het oog op een aantal vormverbeteringen die geen bijzondere commentaar behoeven, wordt voor het gehele artikel de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 3.-

Om erkend te worden moet een organisatie op de datum van haar aanvraag de volgende voorwaarden vervullen :

1° opgericht zijn in de vorm van een vereniging zonder winstoogmerk, overeenkomstig de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend;

.../...

2° ontwikkelingssamenwerking tot hoofddoel hebben;

3° een raad van beheer hebben waarvan de meerderheid uit personen van Belgische nationaliteit bestaat;

4° deelnemen aan de opleiding in België van onderdanen van ontwikkelingslanden;

5° geen bindingen hebben met financiële, commerciële of industriële belangen".

Artikel 4.

1. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 28 april 1978 houdende instelling van een stelsel van studie- en stagebeurzen, in België, ten gunste van onderhorigen van ontwikkelingslanden, bepaalt de studies of de stage eigenlijk niet.

Bovendien is het afgeraden te verwijzen naar een koninklijk besluit waarvan de toepassing die van het ontworpen koninklijk besluit uitsluit (vergelijk artikel 7, § 1, a, van dat laatste besluit).

Ten slotte blijkt uit de in artikel 8 van het ontwerp voorkomende verwijzingen naar hetzelfde besluit van 1978 en uit de bijlage van het ontwerp dat de materiële hulpverlening niet alleen op het verblijf in België betrekking heeft maar ook op reizen en vervoer van bagage.

.../...

2. Het woord "ontwikkelingslanden" is niet gedefinieerd. Artikel 7, § 1, van het ontwerp bepaalt nochtans dat de ontwikkelingslanden door België dienen te zijn erkend.

Enerzijds bestaat er een lijst van ontwikkelingslanden die in het Belgisch Staatsblad van 4 maart 1976 is bekendgemaakt.

Anderzijds is er bij het koninklijk besluit van 10 augustus 1981 een lijst gevoegd van de ontwikkelingslanden die in aanmerking worden genomen voor de toepassing van artikel 27 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen. Volgens de gemachtigde van de Minister is het die lijst welke door het ontwerp-besluit bedoeld wordt.

Artikel 4 zou wat dat betreft moeten worden aangevuld.

3. Het koninklijk besluit van 28 april 1978, welks artikel 2 in het ontwerp veeleer zou moeten worden getransponeerd dan vermeld, schrijft voor dat de opleiding, tot dekking van welker kosten de beurs moet dienen, genoten dient te worden aan een "erkende" onderwijsinstelling met volledig leerplan. Als men het bijvoeglijk naamwoord "erkend" betrekt op het onderwijs en niet op de diploma's, heeft het in de onderwijswetgeving een technische en beperkte betekenis, die zeker niet met de bedoeling van de Regering overeenstemt. Het zou dus beter zijn te werken met de formule die in artikel 2 van de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en studieleningen gebezigd wordt en de "door de Staat georganiseerde, gesubsidieerde of erkende" onderwijsinstellingen met volledig leerplan te noemen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 7 en 12.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 4.-

Als organisatie die deelneemt aan de opleiding in België van onderdanen van ontwikkelingslanden, wordt beschouwd de niet-gouvernementele organisatie welke aan die onderdanen met het oog op hun verblijf en hun opleiding in België materiële hulp verleent. De opleiding dient in een door de Staat georganiseerde, gesubsidieerde of erkende onderwijsinstelling met volledig leerplan te worden genoten wanneer het om een student gaat, of betrekking te hebben op het uitoefenen van een beroep wanneer het een stagiair betreft.

De ontwikkelingslanden zijn voor de toepassing van dit besluit die welke opgesomd zijn in de bijlage bij het koninklijk besluit van 10 augustus 1981 tot vaststelling van de subsidiecriteria van de universitaire opleiding in België voor de onderhorigen van de ontwikkelingslanden vanaf het academiejaar 1981-1982".

Artikel 5.

Het is verkieslijk in de Nederlandse tekst te schrijven : "de bij dit besluit gestelde voorwaarden ...".

Artikel 6.

Dit artikel zou beter als volgt geredigeerd worden :

"Artikel 6.-

De toelage mag niet meer bedragen dan hetzij maandelijks 15.000 fr. per student, hetzij wekelijks 4.000 fr. per stagiair.

Zij dekt alleen de periodes van effectieve opleiding in België.

Zij kan echter mede de vakantieperiodes van de studenten dekken.

De Minister kan de in het eerste lid genoemde bedragen eens per jaar aanpassen aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen".

Artikel 7.

Paragraaf 1 verwijst naar de "door België erkende ontwikkelingslanden". Bij het onderzoek van artikel 4 is daaromtrent een opmerking gemaakt; de voor dat artikel voorgestelde tekst maakt dat de erin vervatte definitie hier niet herhaald behoeft te worden.

Paragraaf 2, tweede lid, luidt als volgt :

> "Hij (dit wil zeggen de Minister) legt de andere voorwaarden en modaliteiten vast waaraan de toekenning van een toelage onderworpen is".

Volgens de gemachtigde ambtenaar kunnen de "andere voorwaarden" die de Minister kan bepalen alleen betrekking hebben op de onderdanen van de ontwikkelingslanden en niet op de eigenlijke niet-gouvernementele organisaties. Met andere woorden, de Minister kan slechts nieuwe voorwaarden toevoegen aan die welke zijn opgesomd in artikel 7, § 1, van het ontwerp-besluit. De tekst behoeft op dat punt enige verduidelijking.

Wat de verwijzing naar de "modaliteiten" van de toekenning van de toelagen betreft, is de gemachtigde ambtenaar van mening dat zij uit de tekst zou moeten worden geschrapt.

De volgende tekst wordt in overweging gegeven :

"Artikel 7.-

De toelage moet worden aangewend voor het dekken van uitgaven die door de niet-gouvernementele organisaties gedaan zijn met het oog op de opleiding in België van onderdanen van ontwikkelingslanden.

Die onderdanen dienen de volgende voorwaarden te vervullen :

a) geen enkele andere beurs genieten;

.../...

b) niet uitgesloten zijn van een Belgisch beurzenprogramma;

c) regelmatig ingeschreven zijn als student in een door de Staat georganiseerde, gesubsidieerde of erkende onderwijsinstelling met volledig leerplan of de vereiste bekwaamheid bezitten om de stage voor de nagestreefde beroepservaring met vrucht te volbrengen;

d) niet beschikken over voldoende middelen om, hetzij uit het eigen of uit het gezinsvermogen, hetzij met de hulp van een werkgever, de kosten van de opleiding te dragen;

e) zich in de onmogelijkheid bevinden om die opleiding in het land van herkomst te ontvangen, hetzij omdat die er niet bestaat, hetzij omdat om politieke redenen hun de toegang ertoe verboden is;

f) de verbintenis aangaan om na afloop van de opleiding naar hun land van herkomst terug te keren of, als dat onmogelijk is, naar een ander ontwikkelingsland.

De Minister bepaalt voor welke disciplines, studie- en stageniveaus een toelage kan worden verleend.

Hij kan andere voorwaarden toevoegen aan die welke in het tweede lid worden opgesomd".

Artikel 8.

Dit artikel, evenals de bijlage bij het ontwerpbesluit, bevat een verwijzing naar verscheidene artikelen van het koninklijk besluit van 28 april 1978 houdende instelling van een stelsel van studie- en stagebeurzen, in België, ten gunste van onderhorigen van ontwikkelingslanden.

.../...

Zoals gezegd is verdient het weinig aanbeveling te verwijzen naar sommige bepalingen van een besluit waarvan de toepassing voor het overige uitdrukkelijk uitgesloten wordt.

De verwijzing naar het besluit van 1978 doet bovendien interpretatiemoeilijkheden rijzen. Moet men er bij voorbeeld van uitgaan dat de verwijzing naar artikel 5 van het besluit van 1978 mede betrekking heeft op paragraaf 4 van dat artikel, luidens hetwelk de toelage "voor de maand van aankomst en de maand van vertrek ... slechts verschuldigd (is) voor zover het verblijf van de bursaal in België minstens twee weken heeft geduurd gedurende die maanden"?

Het zou dan ook goed zijn in het ontwerp-besluit de hoofdinhoud van de enige, terzake dienende bepalingen van het besluit van 1978 op te nemen.

Artikel 9.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 9.-

Om in aanmerking te komen voor de toelage dient de niet-gouvernementele organisatie deze schriftelijk bij de Minister aan te vragen, uiterlijk op 30 september van het jaar dat voorafgaat aan dat waarin de toelage moet worden gebruikt".

Artikel 10.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 10.-

De Minister beschikt op de in artikel 9 bedoelde aanvragen in de loop van het laatste trimester van het jaar dat voorafgaat aan dat waarin de toelage moet worden gebruikt".

.../...

Artikel 11.

Men schrijve : " ... die het voordeel van een toekenningsbeslissing genieten" in plaats van "die genoten van een toekenningsbeslissing".

Artikel 12.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 12.-

Om het gebruik van de toelage te verantwoorden, dient de organisatie voor te leggen :

a) het bewijs dat degene wie de uitgaven ten goede komen een student is die regelmatig is ingeschreven in een door de Staat georganiseerde, gesubsidieerde of erkende onderwijsinstelling met volledig leerplan, of een stagiair;

b) het door de stagiair gevolgde programma en het individuele stageverslag;

c) een opsommingstabel van de uitgaven die naar gelang van het geval overeenkomt met een van de twee bij dit besluit gevoegde modellen.
De administratieve diensten kunnen bovendien verantwoording van de in de tabel opgesomde uitgaven vragen".

+

Het opschrift "Eindbeschikkingen" boven artikel 13 is overbodig en kan vervallen. Wordt het toch behouden dan zou in de Nederlandse tekst "Slotbepalingen" moeten worden geschreven in plaats van "Eindbeschikkingen".

BIJLAGEN.

De letters boven de kolommen staan voor namen van studenten of stagiairs. Dat zou duidelijker aangegeven moeten worden, al was het maar door middel van een toelichtende noot bij elke bijlage.

De verwijzingen naar het koninklijk besluit van 28 april 1978 moeten vervallen.

Op iedere bijlage zou de volgende vermelding moeten staan : "Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...", samen met de handtekeningen van de Ministers.

SLOTOPMERKINGEN.

1. Sommige artikelen gebruiken de uitdrukking "niet-gouvernementele organisaties" nu eens in het meervoud, dan weer in het enkelvoud. Aanbevolen wordt in alle gevallen het enkelvoud te gebruiken.

2. Alle werkwoorden moeten in de tegenwoordige tijd van de aantonende wijs staan.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren kamervoorzitter,

P. KNAEPEN, conseillers d'Etat,
A. VANWELKENHUYZEN, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,

C. DESCHAMPS, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier assumé,
Mevrouw toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. KNAEPEN.

Le rapport a été présenté par M. M. HANOTIAU, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. KNAEPEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. HANOTIAU, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. TAPIE.